

Goana qui soulève des tempêtes

La grande offensive dont on rêva

Pour en finir avec la crise alimentaire, le président du Sénégal a lancé un programme ambitieux de production agricole, appelé la Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance (Goana), ce qui lui a même valu une distinction de l'Université de Gembloux, en Belgique. Mais ce programme, qui fait l'objet d'une intense polémique au Sénégal même, s'apparente-t-il à une véritable politique agricole ?

La campagne agricole en cours est bien partie pour faire l'objet d'une forte controverse, à l'heure du bilan, dans quelques mois. Alors que, sur l'ensemble du territoire, les fortes pluies ont favorisé la bonne poussée des cultures, on a remarqué que le gouvernement a fait des efforts exceptionnels pour que le monde rural ne manque pas d'intrants et des semences nécessaires pour une bonne



Photo : <http://www.cu-senegal.com/IMG/jpg/goana.jpg>.

La Goana, telle que vantée par Wade.

◀ **Un article de Mohamed Gueye**

Chef du «desk» économie au journal sénégalais Le Quotidien

récolte. Ce qui fait dire à l'un des acteurs du monde rural, le député-paysan Aliou Dia : «*Tel que c'est parti cette année, tout résultat favorable de la campagne agricole sera mis au bénéfice de la Goana, comme si c'était à cause de cela que les paysans ont cultivé*». M. Dia est le leader d'un mouvement appelé Force paysanne. S'il ne fait pas mystère de ses doutes à propos de la Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance (Goana), lancée en avril dernier par le président de la République du Sénégal, il exprime également des réserves quant à la manière dont la campagne agricole

de cette année se mène : «*Avez-vous remarqué que la Goana ne dit rien sur l'arachide, qui reste, qu'on le veuille ou pas, la première culture commerciale du Sénégal ? Comment peut-on parler de développement rural sans tenir compte ni mettre les moyens dans ce qui fait vivre les paysans ?*», enrage-t-il.

Les rivaux de Force paysanne, regroupés dans le Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR), ne tiennent pas un langage différent, à quelques nuances près. Pour Babou Ngom, le numéro 2 de cette structure, «*la Goana veut tout simplement faire de l'agriculture sans les agriculteurs*». Il dénonce le fait qu'aucune structure d'encadrement des paysans n'a été consultée pour la mise en place de ce programme. Il rappelle que leur position n'a pas varié d'un pouce par rapport à leur déclaration du mois de mai, à la >



Photo : Philippe Lissac / Panos.

Le paysan sénégalais pourra-t-il suivre le rythme de production imposé par le gouvernement ?

> veille du lancement de la campagne agricole de cette année. «*Tout au contraire, ajoute M. Ngom, tout ce que nous voyons depuis, ne fait que renforcer notre pessimisme*». De son côté, Jacques Faye, spécialiste des questions agricoles, consultant de plusieurs organismes internationaux, se gausse que ce soit l'Agence nationale pour la promotion de l'investissement et des grands travaux (Apix), qui publie des informations sur la Goana, et non le ministère de l'Agriculture. «*C'est comme si l'on voulait indiquer de manière claire que cette idée est destinée à ceux qui veulent investir dans l'agro-industrie, et ne concerne en rien les petits producteurs*», commente-t-il, ajoutant que les objectifs financiers de la Goana sont plus visibles

que ses visées agricoles. Pour Jacques Faye, «*cette Goana est une aubaine pour les opportunistes et les corrompus, mais pas pour les paysans*». Elaborant sur plusieurs considérations techniques, Jacques Faye explique : «*Comme pour le Plan Reva (le plan du Retour des émigrés vers l'agriculture) avant elle, la Goana va inévitablement vers l'échec*».

Des objectifs ambitieux

Le président de la République du Sénégal, Me Abdoulaye Wade, au cours d'une rencontre à l'hôtel Méridien de Dakar, le 18 avril dernier, avait indiqué que, pour faire face à la crise alimentaire internationale, dont les effets commençaient à se faire sentir au Sénégal, il lançait ce qu'il a appelé, la Grande offensive agri-

cole pour la nourriture et l'abondance (Goana). Cette dernière visait, dès la campagne agricole à venir, la production de 500.000 tonnes de riz, 2 millions de tonnes de maïs, 3 millions de tonnes de manioc, 2 millions de tonnes d'autres céréales, 400 millions de litres de lait, et 43.500 tonnes de viande. Au cours de cette rencontre, où il s'en était pris à la gestion de la FAO, ainsi qu'à certaines ONG de développement, Me Wade avait affirmé que ce programme allait réussir, comme avaient réussi les programmes agricoles spéciaux qu'il avait initiés, malgré l'avis défavorable de ses détracteurs. Peu de temps après, les estimations officielles avaient indiqué que le pays aurait besoin de 344 milliards de francs Cfa (1 Euro = 656 francs Cfa) pour

réaliser ses objectifs en la matière. Les pouvoirs publics ne disposaient que de 32 milliards de francs. Le flou subsistait pour savoir si cette somme était distincte des 40 milliards de francs prévus pour la campagne agricole ordinaire de cette année. Si au départ, les autorités ont tenu à faire comprendre que la Goana était distincte de la campagne agricole ordinaire, depuis un certain temps, la distinction ne se fait plus. Aujourd'hui, au Sénégal, tout ce qui évolue dans l'agriculture est invité à contribuer à la réalisation des objectifs de la Goana. La crise alimentaire ayant fait flamber les prix de tous les produits de première nécessité, et poussé une partie de la population à la limite de la révolte, les autorités veulent que les Sénégalais puissent contribuer à l'augmentation de la production agricole.

Conflits fonciers

Quelque temps après son discours du 18 avril, le président de la République avait convoqué tous les corps constitués au Palais de la République : les ministres, haut fonctionnaires, chefs d'entreprise, et même des ambassadeurs établis à l'étranger, pour leur faire comprendre qu'il souhaitait que tous s'impliquent dans la culture de la terre, pour permettre au pays de produire tout ce dont il avait besoin, et même des excédents à exporter.

«La Goana veut faire de l'agriculture sans les agriculteurs»

Babou Ngom (CNCR)

Ces sessions au Palais de la République ont surtout provoqué des réactions d'inquiétude, quand le président a demandé à l'administration territoriale de faciliter, pour ceux qui voudraient investir dans l'agriculture, l'obtention de terres destinées à la culture. Des voix se sont élevées pour expliquer que la dépossession des paysans de leurs terres risquait de créer des tensions difficiles à maîtriser. Et que des conflits d'ordre foncier pouvaient mener à une guerre civile.

Sénégal : une succession d'échecs des politiques agricoles

Jacques Faye, l'ancien directeur de l'Institut sénégalais de recherche agricole (Isra), a produit, en collaboration avec quatre autres chercheurs sénégalais, une étude financée, entre autres, par la Banque mondiale et la coopération française, sur «*Les implications structurelles de la libéralisation sur l'agriculture et le développement rural, de 1950 à 2006*», au Sénégal. Les conclusions sont lapidaires : «*Toutes les*

politiques agricoles menées depuis l'indépendance dans ce pays n'ont connu que des échecs ; les socialistes n'ont pas été en mesure d'améliorer la situation de l'agriculture sénégalaise». Jacques Faye indique qu'une étude a montré qu'en 1960 un actif paysan travaillait sur une moyenne d'un hectare de terre, et produisant 1 tonne de récolte. «*En 1997, un actif agricole travaille sur une demi hec-*

de récoltes. Ce recul est dû, entre autres facteurs, au fait que nous n'avons pas été capables de mettre en place des systèmes de cultures qui améliorent la productivité des terres et augmentent les rendements des paysans. Mais plus grave surtout, nous n'avons pas rémunéré les paysans de manière à ce qu'ils puissent se nourrir et faire vivre leur famille avec le fruit de leur travail.»

Babou Ngom, rappelant leur déclaration du 31 mai, a indiqué : «*Le CNCR met en garde tout le monde sur les risques de spoliations foncières qui pourraient découler d'affectations inconsidérées de terres à des personnes mues par des intérêts autres que le développement de l'agriculture*». Quelque temps après, le ministre de l'Agriculture, M. Hamath Sall, a précisé que les paysans ne seront pas privés de leurs terres, mais qu'il n'allait pas non plus être question de priver de terres ceux qui voulaient investir dans l'agriculture.

Comme pour illustrer ce que le gouvernement entendait à travers cette déclaration, on apprenait que 100 hectares de l'Institut sénégalais de recherche agricole (Isra), à Bambey, ville située à environ 300 km au sud-est de Dakar, avaient été attribués à une députée, anciennement ministre de la Famille, dans le cadre de la Goana. Mme Mbodji déclarait sa volonté d'encadrer un groupement de femmes qui allaient se consacrer à la culture de céréales, «*comme souhaité par le chef de l'Etat, dans le cadre de la Goana*». Le ministre de l'Energie, de son

côté, acquérait des terres dans la vallée du fleuve Sénégal, pour cultiver du riz. Cela a d'ailleurs créé des tensions entre des groupes des paysans et le président de la Communauté rurale de la zone, qui a donné ces terres au ministre. Les populations reprochant à l' élu d'être complice de leur dépossession.

L'Apix guide les investisseurs

Les observateurs se sont aussi inquiétés de voir l'Apix faire la promotion de la Goana. La direction de l'agence ayant considéré que ce programme était une «cause nationale à laquelle les entreprises sont invitées à prendre part», elle se devait donner des pistes aux investisseurs. Elle a donc publié en juillet dernier, des brochures nommées, 'Les cahiers de la Goana'. Ces documents ont été présentés à la presse au cours d'une cérémonie solennelle à la présidence de la République. On y trouve, entre autres, un «Cahier d'orientations stratégiques», destiné à «*guider les investisseurs dans l'identification des opportunités potentielles selon le type de culture envisagée et le maillon de la chaîne d'approvisionnement concerné : production (culture), amont* >

(fourniture des intrants et autres services) et aval (stockage, transformation et distribution)». Ce document, ainsi que les autres cahiers, ont pour destinataire «*tout investisseur potentiel d'amont en aval de la chaîne d'approvisionnement ainsi que des structures d'encadrement et d'appui responsables des investissements structurants pour le compte de l'Etat.*» Des avantages financiers sont accordés à tous ceux qui ont montré leur intérêt à investir dans ce créneau.

Goana et Reva, la différence...

Le directeur de l'Agriculture, M. Samba Kanté, pour sa part, se félicite de l'engagement de l'agence de promotion des investissements dans cette campagne. Servant le discours officiel, il considère que les priorités cette année, se trouvent «*dans les moyens mis pour nourrir les Sénégalais, et non pas sur qui le fait.*»

«Cette Goana est une aubaine pour les opportunistes et les corrompus»

Jacques Faye

Pour M. Kanté, si les récoltes de cette année promettent une belle moisson, cela est dû «*à l'engagement des plus hautes autorités de l'Etat, qui ont mis très tôt les moyens à la disposition des producteurs sur l'ensemble du territoire.*» Cela ne le gêne donc pas du tout, que ce soit l'Apix et non son département, qui publie des informations sur la Goana. Par ailleurs, selon lui, chercher «*absolument à faire la distinction entre la campagne agricole ordinaire et la Goana, ne rime à rien.*» Car, ce serait oublier que, pour les deux, «*le but final est le même, d'assurer l'autosuffisance alimentaire des Sénégalais.*»

M. Kanté assure que son équipe et lui ne passent plus une semaine à Dakar, étant totalement préoccupés à s'assurer que tout se déroule comme il faut dans les campagnes. A la question de savoir la différence qu'il faisait entre la Goana et le plan du Retour des émigrés vers l'agriculture (Reva), qui avait été lancé



Photo: Philippe Lissac/Panos.

La solution du président Wade, résumée en quatre lignes.

l'année dernière, alors que les vagues d'émigrants tentaient de gagner les côtes d'Espagne par pirogues venues principalement des plages sénégalaises, M. Kanté a répondu qu'il se limitait à «*mettre en œuvre les directives de l'Etat en matière de production agricole. Et pour cette année, j'ai le plaisir d'annoncer que les perspectives en ce domaine sont très bonnes.*»

Des échecs depuis l'indépendance

Le discours n'est pas très différent de la part de celui qui fut le coordonnateur national du plan Reva, l'actuel directeur de l'Institut sénégalais de recherche agricole (Isra), M. Macoumba Diouf. Selon lui, Goana et Reva poursuivent les mêmes objectifs : permettre aux Sénégalais de se nourrir de ce qu'ils produisent.

Ce qui n'est pas très exact : le plan Reva, en son temps, avait visé l'intégration des jeunes revenus d'émigration, dans des programmes agricoles qui devaient les détourner des mirages de l'étranger. Il visait à caser dans ce secteur plus de 80.000 jeunes, principalement des citadins, ou des refoulés. Le gouvernement espagnol avait même apporté 13 milliards de francs Cfa à la mise en œuvre du plan. Aujourd'hui, plus personne ne parle plus de Reva, les esprits étant accaparés par la Goana.

L'analyse de Jacques Faye est légèrement différente de celle de MM. Kanté et Diouf. L'agrosociologue considère que «*l'objectif est le même pour ces deux programmes, en ce qu'il s'agit d'introduire dans l'agriculture de nouveaux acteurs, ayant des capacités d'investissement et des compétences que nos paysans n'ont pas.*» Il explique cette façon de faire par l'énorme «*défiance que le pouvoir a toujours porté envers les agriculteurs sénégalais, jugés peu capables de développer l'agriculture.*»

Aliou Dia, de son côté, ajoute que ce type de comportement se retrouve même dans le cadre de la Goana : «*On parle de semences et d'intrants distribués, mais à qui vont-ils ? C'est à des ministres et à des députés que l'on accorde tous les intrants, comme l'on avait distribué des tracteurs venus de l'Inde à des chefs religieux. Quand vous allez dans les villages, les vrais paysans, eux, continuent de cultiver leurs lopins de terre dans la misère.*» Cette situation pousse les ruraux du CNCR à demander que l'Etat se mette autour d'une table et se concertent avec les vrais acteurs de l'agriculture sénégalaise, pour permettre à celle-ci de nourrir les Sénégalais, «*au lieu de chercher absolument à imposer l'agrobusiness à la place de la petite agriculture familiale.*» ■